

PRINCIPALE DÉCISION DE LA TRIPARTITE

Un salaire minimum à 15 000 DA

Une heure avant la fin des travaux de la tripartite, le salaire national minimum garanti (SNMG) était à 16 000 DA. Aucune des parties n'a voulu céder sur la question. Il est 1h30 mn du matin. A la demande d'Ahmed Ouyahia, les négociations sont suspendues. Quinze minutes après, reprise des travaux et le Premier ministre qui annonce que le SNMG passera à 15 000 DA.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - De l'avis de tous les observateurs, l'UGTA et le patronat, dont l'Unep (Union nationale des entrepreneurs privés), sont les «grands vainqueurs» de cette treizième tripartite qui s'est tenue les 2 et 3 décembre derniers à la résidence El Mithak.

Augmentation du SNMG de 25% à partir de janvier 2010, qui passera de 12 000 DA à 15 000 DA, prise de mesures pour l'amélioration de l'environnement économique des entreprises nationales tant publiques que privées, l'adaptation du rôle des

mutuelles sociales aux réformes en cours dans le domaine de la sécurité sociale, ou encore l'ajournement de la mise en œuvre de la mesure portant prise en charge par les employeurs des allocations familiales sont les principaux acquis des partenaires du gouvernement.

Toutefois, le gouvernement a réussi à arracher à ces partenaires le principe de la reconduction du pacte économique et social ou encore d'exiger, tant de l'UGTA que du patronat, que «dorénavant, la rigueur et la gestion de la dépense



Photo : Samir Sid

publique seront soumises à la loi de la performance et du développement sociale».

En somme, le gouvernement, qui a opté pour le «principe du consensus entre les différents partenaires», considère, par la voix de son premier responsable, que «chacune des parties a essayé de

faire valoir ses arguments et défendre son approche sur les différentes questions, loin du populisme et de l'hypocrisie sociale».

En somme, Ahmed Ouyahia a voulu faire de ce 13^e rendez-vous de dialogue social et économique l'occasion de «transformer l'élan actuel du développement natio-

nal en processus durable, qui nécessite des réformes à approfondir, un consensus national à renforcer autour des intérêts du pays et davantage d'efforts pour gagner la bataille de la qualité et de la compétitivité, de sorte à diversifier les ressources extérieures du pays». Cela dit, il est à noter que

contrairement aux précédents tripartites, dont la première a eu lieu en 1991, celle de 2009 a duré moins de vingt-quatre heures et qu'en dehors de l'augmentation du SNMG, les autres questions feront l'objet de débats approfondis en commission de travail avec la participation des partenaires concernés.

Autrement dit, le gouvernement, conscient des enjeux prochains, veut inscrire son action dans la durée en faisant du dialogue et de la concertation socio-économique son cheval de bataille.

«Les délibérations de cette tripartite seront guidées par l'esprit du pacte et elles contribueront à préparer sa reconduction à l'issue de sa première période qui s'achèvera l'année prochaine», lit-on dans le communiqué commun de cette réunion.

A. B.

LES POINTS FORTS DE LA TRIPARTITE

La retraite anticipée ou sans condition d'âge supprimée

La retraite anticipée ou sans condition d'âge sera supprimée. Les trois partenaires, dont, surtout, l'UGTA, ont donné leur accord pour cette mesure. Instituée par ordonnance du 31 mai 1997, ce dispositif a permis, jusque-là, à 400 000 travailleurs de bénéficier d'une retraite anticipée ou sans condition d'âge, pour un coût global de plus de 360 milliards de dinars.

La tripartite motive sa mesure de suppression par le fait que «la crise économique est désormais dépassée et que les groupes de travail issus des réunions tripartites et bipartites de 2002 et 2003 avaient consigné l'adhésion des partenaires économiques et sociaux à cette démarche».

L'objectif recherché est de préserver et de consolider le dispositif national de retraite.

«Aujourd'hui, le départ à la retraite avant l'âge légal porte préjudice aux entreprises. Nous voulons donc supprimer la retraite anticipée car il n'existe aucune raison de la maintenir», a soutenu Ouyahia, tout en précisant que «l'âge légal de départ à la retraite n'est pas remis en cause».

Il est à noter qu'un groupe de travail va plancher sur ce dossier et devra remettre ses conclusions à une tripartite qui se réunira avant la fin du premier trimestre 2010. Les conclusions seront analysées et traduites en texte de loi.

L'État continuera à verser les allocations familiales, en attendant...

L'État continuera à verser les allocations familiales aux travailleurs des entreprises privées et publiques.

Sur ce point précis, la tripartite a «décidé de discuter d'un calendrier de mise en œuvre de cette mutation dans un esprit de

solidarité effective entre les partenaires économiques et sociaux». «Nous allons établir un agenda pour aller vers un paiement par les entreprises des allocations familiales, mais cela se fera d'une manière graduelle», a tenu à préciser le Premier ministre lors de sa conférence de presse.

Le gouvernement, selon M. Ouyahia, a pris en compte le caractère fragile des finances de certaines entreprises. Toutefois, la tripartite «considère que cet esprit de solidarité n'est pas de nature à justifier que le Trésor public continue d'assumer le coût des allocations familiales des entreprises fortement bénéficiaires, notamment celles mixtes ou à capitaux étrangers, qui procèdent annuellement à des transferts de dividendes».

Un groupe de travail sera mis en place pour faire, avant la fin mars 2010, des propositions sur ce dossier.

Revalorisation salariale

A compter de janvier 2010, le salaire national minimum garanti sera de 15 000 DA au lieu de 12 000 DA actuellement, soit une augmentation de 25 %.

C'est la première fois, depuis 1991, que le SNMG est augmenté de plus de 2 000 DA.

Le Premier ministre a tranché pour 15 000 DA au lieu de 16 000 DA, tel que demandé par l'UGTA et soutenu par les six organisations patronales.

Parallèlement à la révision à la hausse du SNMG, les conventions de branches, qui seront suivies d'une réactualisation des conventions collectives, seront mises à jour, dans un mois, pour poursuivre les discussions sur la hausse des salaires dans les secteurs économiques public et privé.

Selon l'accord de la tripartite, la revalorisation des salaires dans le secteur économique «doit tenir compte de l'amélioration réelle du niveau de productivité, des performances de l'économie nationale et de l'évolution du coût de la vie». Les trois partenaires ont convenu que cette mise à

jour des conventions de branches dans le secteur public et des conventions collectives dans le secteur privé doit prendre en compte «la réalité de chaque entreprise, la préservation de l'emploi et de l'outil de production, ainsi que l'amélioration du pouvoir d'achat, qui demeure intimement lié à la production de richesses».

Assainissement et soutien aux entreprises

Plusieurs mesures ont été prises au profit de l'entreprise nationale (publique et privée) lors de cette 13^e tripartite.

Ainsi, il a été décidé de «développer le financement de l'investissement dans les entreprises avec la garantie de fonds pertinents, de mettre en place des mécanismes de leasing, d'accroître le programme national de mise à niveau des petites et moyennes entreprises pour en faire bénéficier au minimum 20 000 unités durant les cinq prochaines années, d'accroître également la part de l'entreprise locale dans la réalisation des programmes publics d'investissements dans la sous-traitance découlant de la relance des entreprises publiques en partenariat avec des investisseurs étrangers, de moderniser les entreprises publiques disposant de marchés pour sauvegarder ces capacités nationales et en améliorer la productivité avec le concours de partenaires technologiques étrangers».

Dans le communiqué final, le gouvernement a lancé un appel à ses partenaires économiques et sociaux pour «tirer le maximum de profit de tous ces programmes et contribuer également à la lutte contre la fraude et l'économie informelle».

Adapter le rôle des mutuelles sociales

Sur ce dossier, la tripartite a dégagé un consensus sur la «nécessité d'adapter le rôle des mutuelles sociales aux réformes en cours dans le domaine de la Sécurité sociale, notamment en matière de

contractualisation des soins dans les hôpitaux, de refonte du système tarifaire des soins de santé et de généralisation du système du tiers-payant».

Dans ce cadre, la tripartite a mis en évidence «l'importance d'une mutualité sociale en tant que mécanisme complémentaire au système de sécurité sociale de base dans toutes ses composantes et dans le but de permettre aux assurés sociaux l'accès à une prise en charge intégrale de leurs soins de santé».

Reconduction du pacte national économique et social

Les partenaires de la tripartite ont convenu du principe de la reconduction du pacte national économique et social. Ainsi, le communiqué final précise que le gouvernement, l'UGTA et le patronat «ont décidé de mettre à profit leurs réunions trimestrielles pour préparer l'enrichissement et la reconduction du pacte national économique et social, à l'issue de sa première période de validité, en octobre 2010».

Louh explicite les accords de la tripartite

Vingt-quatre heures après la fin des travaux de la tripartite, le ministre du Travail a animé un point de presse dans lequel il a explicité les accords de cette treizième tripartite.

A cet effet, M. Tayeb Louh a affirmé que le niveau minimum des pensions de retraite sera porté de 10 000 DA/mois à 11 250 DA/mois dès janvier 2010.

Une revalorisation basée sur le principe de la révision à la hausse du salaire national minimum garanti, qui est passé de 12 000 à 15 000 DA. Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale a saisi cette occasion pour faire état de la concrétisation des objectifs fixés par le pacte national économique et social depuis sa mise en œuvre en octobre 2006.

A. B.